



HAL
open science

Aung San Suu Kyi: The Avatars of a Burmese Icon of Democracy

Chloé Baills, Bénédicte Brac de la Perrière

► **To cite this version:**

Chloé Baills, Bénédicte Brac de la Perrière. Aung San Suu Kyi: The Avatars of a Burmese Icon of Democracy. *Moussons : recherches en sciences humaines sur l'Asie du Sud-Est*, 2022, Recherche en sciences humaines sur l'Asie du Sud-Est, 40, pp.5-32. 10.4000/moussons.9688 . hal-04051096

HAL Id: hal-04051096

<https://hal.science/hal-04051096>

Submitted on 29 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Aung San Suu Kyi: les avatars d'une icône birmane de la démocratie

Chloé Baills*

École pratique des hautes études (EPHE-PSL), Paris, France

Bénédicte Brac de la Perrière**

Centre Asie du Sud-Est (CASE, UMR 8170 EHESS/CNRS), Aubervilliers, France

Note liminaire

Les images sur lesquelles cet article s'appuie sont bien connues des lecteurs et lectrices de l'actualité birmane. Elles sont principalement issues de la presse birmane en ligne et ont été largement partagées et commentées. Il est paradoxal qu'il soit si difficile, pour différentes raisons, juridiques et matérielles, de les publier alors qu'elles ont, par ailleurs, tellement circulé et impacté les opinions. Seules certaines sont représentées dans notre article, les autres étant accessibles sur leur support initial de publication par QR code.

* Chloé Baills est doctorante en anthropologie politique et religieuse à l'École pratique des hautes études (EPHE-PSL), rattachée au Centre Asie du Sud-Est (CASE) et au Groupe Sociétés Religions Laïcités (GSRL). Elle fait des recherches de terrain en Birmanie depuis 2015. Ses recherches actuelles portent sur des modalités d'action rituelle dans le champ politique birman.

** Bénédicte Brac de la Perrière est anthropologue au Centre Asie du Sud-Est (CNRS) et est spécialiste de la Birmanie où elle a fait des recherches de terrain depuis 1981. Ses principaux sujets de recherche sont focalisés autour du fait religieux et du rituel.

Aung San Suu Kyi apparaît pour la première fois sur la scène politique de Birmanie, le 26 août 1988, en prenant la parole sur le parvis de la pagode Shwedagon, à Rangoun. On peut qualifier de « providentielle » cette apparition tant le discours qu'elle prononce à l'adresse de la foule a transformé cette scène. L'occasion est celle d'un important rassemblement de la population birmane qui se dresse alors, massivement, contre la dictature en place, après des mois d'insurrection. Suu Kyi est la fille du héros national, Aung San¹, qui a fondé l'armée birmane de libération, connue sous le nom de Tatmadaw, pendant la Seconde Guerre mondiale, et a mené le pays vers l'Indépendance, sans jamais gouverner puisqu'il meurt assassiné le 19 juillet 1947. Épouse d'un universitaire britannique, Michael Aris, dont elle a deux fils, elle a jusque-là vécu à l'étranger, notamment à Oxford dont elle est diplômée. Accourue au chevet de sa mère mourante, en mars, elle trouve son pays ravagé par une crise majeure. La population, exaspérée par un quart de siècle d'un régime oppressif, corrompu et isolationniste, qui a fait la faillite du pays, s'est soulevée contre le dictateur au pouvoir, le général Ne Win, et son gouvernement de parti unique (1962-1988).



Fig. 1. Aung San Suu Kyi s'adresse à la foule réunie sur le parvis de la pagode Shwedagon, le 26 août 1988

Tirée de : « The Day Suu Kyi Made Her First Public Address in Myanmar [Le jour où Suu Kyi a fait son premier discours public en Birmanie] », par Wei Yan Aung, 26 Août 2020, *The Irrawaddy*.
 ❷ Vers la source : <https://www.irrawaddy.com/specials/on-this-day/day-suu-kyi-made-first-public-address-myanmar.html>

Crédit : Htein Win, photo reproduite avec l'aimable autorisation de *The Irrawaddy*.

Lors de cette première apparition publique, Aung San Suu Kyi décide de s'engager dans le mouvement de contestation et parle en birman des concepts occidentaux de droits de l'homme et de démocratie, ouvrant la voie à un nouveau projet politique pour le pays. Les foules manifestent alors contre la dictature comme elles le feront à nouveau, notamment après le coup d'État militaire du 1^{er} février 2021. Dans ces mouvements d'opposition au pouvoir, elles se constituent en « peuple »,

pyithu en birman, littéralement « ceux du pays », dans un unisson qui transcende la complexité sociale, ethnique et religieuse qui le constitue². En s'adressant ce jour-là à ce « peuple », Aung San Suu Kyi pose les bases d'une relation symbiotique d'où émergera le mythe qui en fera l'icône birmane de la démocratie. Le 24 septembre, elle participe à la fondation de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD³) le parti qui va porter les espoirs birmans de changement politique jusqu'à aujourd'hui⁴. À l'époque, sa prise de position oriente résolument un mouvement spontané de révolte, d'abord mené par les étudiants, en un mouvement politique de lutte pour la démocratie, non violent, dont elle devient instantanément la figure de proue. Dotée d'un charisme certain, elle incarne aux yeux des Birmans la figure du retour de l'enfant prodigue, sacrifiant sa vie de famille pour leur offrir la liberté. Fusionnant l'héritage héroïque de son père et celui des valeurs occidentales de la démocratie, Aung San Suu Kyi remporte immédiatement l'adhésion inconditionnelle de « son » peuple. Elle apparaît comme le leader que les Birmans se cherchaient pour renverser le dictateur Ne Win par un scrutin populaire.

En 1990, la nouvelle junte qui a pris le pouvoir par le coup d'État du 18 septembre 1988 accède à la demande populaire d'organiser des élections démocratiques dans le but de restaurer sa légitimité. Aung San Suu Kyi, assignée à résidence dès juillet 1989, est empêchée de briguer un siège, mais son parti, la NLD, l'emporte largement, provoquant en réaction l'annulation des résultats par les autorités militaires et le début de la répression des représentants démocrates élus. Aung San Suu Kyi reste en résidence surveillée dans sa maison familiale de l'avenue de l'Université, au bord du Lac Inya, à Rangoun, derrière le portail de laquelle elle prononcera désormais nombre de ses allocutions à ses partisans. L'image de sa silhouette gracile grimpée sur un escabeau, émergeant le visage rayonnant au-dessus des grilles pour galvaniser ses troupes, marquera à jamais les imaginaires birmans comme occidentaux. Aung San Suu Kyi passera l'essentiel des deux décennies suivantes en résidence surveillée, renonçant à sortir du pays pour aller rejoindre sa famille, de peur de ne plus être autorisée à revenir. Elle devient la principale opposante du régime militaire et son ennemie n° 1, en même temps que l'héroïne du mouvement démocratique.



Fig. 2. L'opposante Aung San Suu Kyi s'adressant à ses partisans au-dessus des grilles de sa résidence surveillée, le 14 juillet 1995

Tirée de : « Aung San Suu Kyi delivers historic first speech in Myanmar Parliament [Aung San Suu Kyi prononce son premier discours historique au Parlement] », par Faine Greenwood, 25 juillet 2012, *The Global Post*.

🔗 Vers la source : <https://www.pri.org/stories/2012-07-25/aung-san-suu-kyi-delivers-historic-first-speech-myanmar-parliament>

Crédit : Manuel Ceneta.

Aung San Suu Kyi est devenue une icône en Birmanie dès sa première apparition, et elle l'est restée contre vents et marées, en même temps que, en miroir, se construisait son image dans l'opinion internationale, renforçant encore sa popularité. Plusieurs

dramas vont marquer ces longues années de combat politique, jusqu'à ce que la junte décide d'une « feuille de route vers la démocratie disciplinée et florissante ». En mai 2008, la nouvelle constitution promise depuis 1990 et préparée de longue date par les juristes des militaires est soumise à référendum. L'automne précédent a été marqué par un mouvement de contestation monastique, la « Révolution Safran », au cours duquel une frange activiste de moines prodémocrates a manifesté, au nom des Birmans asphyxiés par la hausse soudaine des prix des carburants. Le gouvernement, ébranlé, réprime durement le mouvement puis persiste à tenir ce référendum alors que le delta est aussi durement frappé par le cyclone Nargis⁵. Aung San Suu Kyi refuse cependant que la NLD cautionne la constitution en participant au scrutin. Le texte est quand même adopté par les militaires au terme d'une procédure largement critiquée et les élections de 2010 sont planifiées dans la foulée. Elles provoquent la scission de la NLD sur la question de la participation, Aung San Suu Kyi refusant à nouveau de prendre part à un scrutin sous contrôle militaire. Elle ne décide finalement d'entrer dans le jeu électoral qu'à l'occasion des partielles de 2012 : elle se porte alors candidate, remportant le siège de Kawhmu, et fait son entrée au parlement. Les élections générales de novembre 2015 qui se tiennent cette fois sous le contrôle d'observateurs internationaux consacrent enfin le succès de Aung San Suu Kyi et de la NLD. Le mandat d'exercice du pouvoir (2016-2020) est cependant dramatiquement assombri par la crise des Rohingyas, cette minorité musulmane du nord de l'Arakan qui fut victime d'une opération de nettoyage ethnique par les militaires birmans à l'automne 2017⁶. Bien que Aung San Suu Kyi ait été vilipendée par l'Occident pour son déni de la responsabilité militaire, sa popularité reste intacte en Birmanie et elle remporte à nouveau largement les élections générales de l'automne 2020. Mais cette victoire est alors confisquée par Min Aung Hlaing, le commandant-en-chef de l'armée, qui l'accuse de fraude électorale et reprend le pouvoir par un coup d'État, le 1^{er} février 2021.

Ce dernier retournement traduit un déni de la victoire des démocrates qui résonne douloureusement avec l'annulation du scrutin de 1990 et aussi, sur un plan plus global, avec le refus par Donald Trump, alors président des États-Unis, de reconnaître sa propre défaite électorale. En Birmanie, l'image de Aung San Suu Kyi d'abord brandie par les foules de manifestants protestant contre le putsch (février-avril 2021) représente, comme en 1990, la hantise de la population birmane de se retrouver sous la férule militaire et la détermination à faire respecter sa volonté telle qu'exprimée par le vote. Assignée à résidence à la veille du coup, Aung San Suu Kyi est depuis gardée au secret et mise en accusation sous de nombreux chefs d'inculpation forgés à dessein. Aucune nouvelle d'elle ne filtre désormais, hormis l'annonce de ses comparutions successives à ses procès et de son incarcération dans la prison de Naypyidaw (la nouvelle capitale), en juin 2022, sans que nulle photographie n'en soit plus publiée. Tout se passe comme si l'organe militaire qui prend le pouvoir en février 2021, le Conseil d'administration de l'État (SAC), avait voulu effacer son image de la scène politique. La formation d'un puissant mouvement de résistance contre la junte, avec ses milices, les Forces de défense du

peuple (PDF) et son gouvernement parallèle (le Gouvernement d'unité nationale ou NUG), alliés à un certain nombre d'armées dites « ethniques », a fini de l'écarter de la scène politique en même temps que son parti, la NLD, était démantelé.



Fig. 3. Des manifestants brandissent des portraits de leur dirigeante Aung San Suu Kyi, le 10 février 2021, à Rangoun, en opposition au coup d'État du 1^{er} février

Tirée de : « U.S. To Impose Sanctions On Myanmar Military Officials Over Coup [Les États-Unis imposeront des sanctions aux responsables militaires birmans à la suite du coup d'État] », par Rachel Treisman, 10 février 2021, WJCT News.

📄 Vers la source : <https://news.wjct.org/post/us-impose-sanctions-myanmar-military-officials-over-coup>

Crédit : Hkun Lat/Getty Images.

Depuis les travaux classiques de Gustaaf Houtman portant, entre autres, sur le rôle de Aung San Suu Kyi dans la traduction des concepts occidentaux de démocratie en Birmanie et sur sa bouddhisation du discours politique (Houtman 1999), de nombreux articles et ouvrages tout autant de genre académique que biographique ou journalistique sont parus sur cette figure de la démocratie birmane. Dans le champ académique, la question de son iconisation a suscité de nombreuses analyses⁷. Des écrits ont notamment porté sur la construction de son image en tant qu'autorité morale et bouddhique⁸. D'autres se sont intéressés à sa représentation sur la scène politique et médiatique à l'étranger. Lisa Brooten, tout particulièrement, a étudié la fonction symbolique de Aung San Suu Kyi dans l'arène politique à partir des principaux magazines politiques américains. Elle a mis en lumière le scénario orientalisant par lequel cette presse, en traitant de Aung San Suu Kyi en figure féminine, maternelle et de sainteté, victimisée plutôt que politique, avait servi, au tournant des années 2000, au renforcement de la position protectrice de la démocratie américaine, une position masculine par rapport à la vulnérabilité « féminine » de la démocratie birmane (Brooten 2005)⁹.

Dans cet article, nous étudions la carrière politique de Aung San Suu Kyi (1988-2021) à travers les images d'elle les plus saillantes qui ont marqué les moments clés de cette période, qu'elles aient été diffusées sur la scène publique, ou au contraire empêchées, en Birmanie ou à l'étranger. Nous souhaitons ainsi rendre compte de la manière dont Aung San Suu Kyi est devenue le symbole de la lutte pour la démocratie en Birmanie, pour ses partisans comme pour ses opposants. C'est donc à une histoire de sa *mise en représentation* et de ses aléas à laquelle nous nous livrons. Pour cela, nous documentons ces différentes opinions à partir des images qui ont aussi contribué à les forger.

En 1961, Roland Barthes soulignait l'intérêt d'une analyse sémiotique et sociologique de l'image de presse (Barthes 1961). En tant qu'objet travaillé, cette dernière porte en elle-même un message photographique plus ou moins consciemment rattaché à une « réserve traditionnelle de signes » dont nous avons souhaité rendre

compte. Notre sélection comporte principalement des images issues de caricatures, de couvertures de presse et de photographies qui sont apparues dans les médias birmans et étrangers et qui ont été en grande majorité réalisées par des auteurs birmans¹⁰. En tant que sources, les images donnent accès à des représentations souvent stéréotypées mais parfois beaucoup plus subtiles, pour l'interprétation desquelles notre connaissance du terrain aux différents moments de leur production a dû être mobilisée¹¹. Certaines d'entre elles sont très connues au point d'être passées dans l'Histoire, d'autres le sont moins mais ont attiré notre attention soit par les commentaires qu'elles ont suscités, soit par leur caractère incongru appelant une explicitation. Ces images font sens dans une situation historique ou un contexte conflictuel précis que nous retraçons à chaque fois. Mais elles font aussi sens ensemble, comme un feuilletage de représentations renvoyant les unes aux autres. Elles ont ainsi contribué à former des opinions polarisées dans les espaces globalisés de la « Birmanie » et de « l'Occident ».

Les avatars que l'image de Aung San Suu Kyi a connus sont symptomatiques des discours conflictuels qui se sont formés autour de la démocratie en Birmanie pendant la période couverte. En tant que symbole de la lutte pour la démocratie, Aung San Suu Kyi a occupé une place si importante que son image est devenue le point de référence commun autour duquel les conflits de pouvoir se sont focalisés. Retracer l'émergence de ces représentations et leur évolution permet d'éclairer les enjeux constitutifs de la scène politique birmane.

AUNG SAN SUU KYI EN BIRMANIE, FILLE DU PÈRE DE LA NATION ET FIGURE D'OUVERTURE SUR LE MONDE

Ce qui, en 1988, suscite l'enthousiasme immédiat des nombreux Birmans qui se reconnaissent dans la figure de Aung San Suu Kyi est un mélange paradoxal de birmanité exemplaire et d'ouverture au monde extérieur. Bien qu'elle ait été formée en Occident, elle leur parle dans un birman châtié et s'habille comme eux, de simples *longyi*¹² de coton tissé dans le pays qui tranchent avec les *batik* indonésiens ostentatoires dont la mode s'est alors répandue parmi les femmes de colonels et de fonctionnaires de l'administration Ne Win¹³. Son art de marier les couleurs, sa manière d'orner sa coiffure de fleurs fraîches, sa grâce et son élégance toujours adaptée aux circonstances sont autant de qualités qui renvoient aux Birmans une image de leur culture dont ils peuvent s'enorgueillir aux yeux du monde. Par ailleurs, après des années d'autarcie imposée par un régime paranoïaque, elle leur apporte sa connaissance des affaires internationales et des idées occidentales qu'elle met à leur portée en les traduisant, notamment, dans l'idiome bouddhique, à la suite de son père¹⁴. Pour bien des Birmans, avec ce mélange de birmanité et d'ouverture au monde, Aung San Suu Kyi est la seule qui puisse les sortir des décennies d'isolationnisme et du retard dont ils souffrent encore et les libérer de l'emprise militaire.

La birmanité d'Aung San Suu Kyi s'exprime tout particulièrement dans sa culture et sa pratique du bouddhisme. Dans l'article « Se libérer de la peur¹⁵ », l'un des plus cités de ses écrits, elle explique que la revendication de démocratie du mouvement populaire d'opposition au régime militaire repose sur les valeurs bouddhiques qui fondent le politique dans les sociétés du Theravada, dont relève le bouddhisme birman. Ce modèle politique s'appuie sur les « dix vertus du souverain juste » exposées notamment dans le *Digha Nikaya* (un des textes du canon pâli du Theravada) dont la dixième, abondamment commentée, porte sur l'impératif pour le souverain de ne pas aller contre la volonté du peuple¹⁶. Expliciter ainsi la demande de démocratie, en la fondant sur des valeurs bouddhiques, permet alors à Aung San Suu Kyi de localiser les concepts occidentaux de bonne gouvernance, de les légitimer en les naturalisant dans la culture birmane bouddhique. Elle semble rendre ainsi au « peuple » de Birmanie, au moins à sa majorité bouddhique, son autonomie idéologique dans la lutte politique. Par ailleurs, l'opposante s'illustre aussi par une pratique sophistiquée du bouddhisme. Non seulement, son retour au chevet de sa mère témoigne de son respect des valeurs bouddhiques de piété filiale, mais ses relations avec les moines les plus respectés du moment – l'abbé de Thamanya dans les années 1990 puis celui de Thitagu (Sitagu) à l'époque où il était encore associé à l'opposition démocrate¹⁷ – sont mises en scène en soulignant leur exemplarité. Enfin, Aung San Suu Kyi va se réfugier dans la pratique bouddhique de la méditation d'introspection (*wipathana/P.vipassana*) pour surmonter l'isolement draconien auquel elle va être soumise pendant toutes les années passées en résidence surveillée. Elle devient en même temps un modèle pour des générations d'activistes politiques qui, une fois emprisonnés, s'engagent dans cette pratique pour vaincre les affres des geôles birmanes. Aung San Suu Kyi affiche ainsi la source bouddhique de sa résistance et de sa non-violence ce qui ne manque pas de renforcer son aura auprès de la majorité du public birman, tout particulièrement des pro-démocrates, et auprès de l'opinion occidentale.

Pour les militaires au pouvoir, cependant, le statut de première opposante de Aung San Suu Kyi s'est rapidement transformé en l'image rédhibitoire de suppôt de l'étranger. La junte, après avoir vainement essayé de la renvoyer dans son foyer britannique, fait rapidement circuler dans la presse gouvernementale sa caricature en « Dame de l'Ouest » (*Anauk Medaw*) laquelle associe son appartenance à l'Occident avec l'esprit du même nom qui, dans le panthéon birman de la possession¹⁸, s'apparente à une sorcière. L'ouverture sur le monde à laquelle les masses birmanes aspirent tellement devient le principal reproche que lui oppose la junte. Cette dernière accuse en effet Aung San Suu Kyi de ce que, du fait de son soi-disant penchant pour l'Ouest, elle ne pourrait garantir l'intégrité nationale dont les militaires s'affirment, par opposition, les seuls défenseurs crédibles. Lorsqu'après des années d'atermoiements, ils se décideront à mettre en place la Constitution de 2008, cette dernière sera dotée d'une disposition qui vise spécifiquement Aung San Suu Kyi, interdisant l'accès à la présidence à tout candidat ayant parmi les membres de sa famille des ressortissants étrangers. L'image au fondu de birmanité et de cosmopolitisme qui a fait la popularité de Aung San Suu Kyi en Birmanie,

tout comme en Occident, est ainsi devenue son handicap majeur dans les relations avec les militaires et pour la négociation d'une solution politique.

Cela est d'autant plus paradoxal, qu'en tant que fille du héros national, Aung San Suu Kyi est aussi l'héritière de l'armée, la Tatmadaw, et son apparition sur la scène publique permet d'imaginer un retour aux sources de l'Indépendance birmane. La légitimité naturelle dont elle bénéficie ainsi est une telle source d'irritation pour les militaires qu'ils chercheront à effacer le souvenir du général de l'histoire officielle. Dès 1990, les portraits de Aung San sont enlevés des bâtiments publics, l'attentat de 1947 n'est plus commémoré et les billets à son effigie sont retirés de la circulation¹⁹. Ces derniers seront alors échangés sous le manteau, témoignant de l'identité de démocrates de ceux qui en détiennent à leur risque et péril. Une guerre des images s'installe : les portraits de Aung San Suu Kyi et de son père sont interdits pendant les deux décennies où la junte est au pouvoir. Le fait de les montrer, à l'ethnologue par exemple, au détour d'une conversation, cachés dans un livre subrepticement ouvert à la bonne page, sera alors la seule manière pour l'informateur de revendiquer son opposition aux militaires alors que cela pourrait le mener dans les geôles de la junte. Il faudra attendre 2011 et la tentative de transition politique, avec la mise en place de la nouvelle Constitution par les militaires, la libération des prisonniers politiques, dont celle de Aung San Suu Kyi, et le relâchement de la censure, pour revoir ces portraits dans la presse et dans l'espace public. L'attentat de 1947 est alors de nouveau commémoré, ainsi que l'anniversaire de Aung San, notamment par les démocrates. Et surtout, à partir du moment où la NLD retrouve sa place dans la vie politique officielle (2011), cette dernière s'approprie ces images à des fins de propagande, dans le cadre des campagnes électorales de 2015 et 2020, à tel point qu'en 2020, le parti des militaires se saisit, en vain, de la commission électorale pour protester contre cette utilisation abusive à ses yeux. L'image de Aung San, héros-martyr national, est ainsi passée du côté démocrate et sortie du patrimoine de la Tatmadaw.

Cet héritage militaire paternel et l'hostilité qui caractérise les relations de Aung San Suu Kyi avec les militaires constituent la ligne de force du conflit politique qui les oppose et s'organise autour d'une dialectique antagoniste. Le jeu des couleurs en est également une expression, le vert de l'armée et le rouge du mouvement démocratique, signifiant le courage, auxquelles Aung San Suu Kyi est souvent associée, comme sur la couverture de : *Se libérer de la peur* qui réunit ses écrits (1991). Car les couleurs importent dans la construction de l'icône, donnant à voir des positions qui ne peuvent être rendues publiques autrement. Les images produites tout au long de la période d'opposition démocratique utilisent abondamment le vert et le rouge pour signifier l'antagonisme entre militaires et démocrates²⁰.



Fig. 4. Couverture du livre de Aung San Suu Kyi, *Se Libérer de la peur*, paru en 1991

Source : éditions des Femmes.

📄 Vers la source : <https://www.desfemmes.fr/essai/se-liberer-de-la-peur/>

Crédit : Des femmes.

Cette guerre des images traduit bien la tension extrême qui oppose Aung San Suu Kyi aux militaires : leurs relations semblent s'apparenter à un jeu de « je t'aime moi non plus ». Les rares photographies publiées dans la presse officielle pendant les années de dictature, lors des quelques tentatives de réconciliation, en sont une expression saisissante. Ainsi, sur celle de 1994, l'opposante vêtue d'un ensemble soyeux rose pâle, d'une couleur utilisée lors des cérémonies nuptiales, trahit dans son attitude une défiance manifeste, aux côtés de Than Shwe, alors Premier Ministre, et de Khin Nyunt, le puissant patron des renseignements et n° 3 de la junte, paradant en uniforme kaki. Cette mise en scène, à laquelle les deux partis contribuent chacun à leur manière, entretient le cliché de l'incarnation authentique du peuple, sa « fiancée », aux mains de tortionnaires, victime consentante et sacrificielle au service de la libération d'un pays tout entier sous la férule des militaires. Le cliché est puissant, qui joue sur la dimension genrée du conflit et se propage dans l'imaginaire occidental²¹, encore renforcé par la phraséologie des discours de Aung San Suu Kyi, au point de ne plus voir la Birmanie que comme un « pays de prisonniers²² ».



Fig. 5. L'opposante Aung San Suu Kyi aux côtés de Than Shwe (au centre) et de Khin Nyunt (à droite), en septembre 1994, à Rangoun

Tirée de : « TIMELINE : 29 Years of the National League for Democracy [Chronologie : 29 ans de *National League for Democracy*] », 28 septembre 2017, *The Irrawaddy*.

📄 Vers la source : <https://www.irrawaddy.com/specials/timeline-29-years-national-league-democracy.html>, fig. [3].

📄 Crédit : Reuters.

L'animosité des militaires envers l'opposante est telle que sa vie est en danger au moins à deux reprises. En avril 1989, lors d'un épisode dont les images ont tourné en boucle sous le manteau, on la voit marchant à la tête d'un cortège à Danubyu, mise en joue par des sous-officiers qui, subjugués par sa détermination et son autorité, finissent par lui rendre hommage. L'hostilité atteint sans doute son paroxysme, en 2003, dans l'attentat manqué de Depayin, non représenté dans le pays, où le convoi des démocrates alors en campagne, une campagne de courte durée, est attaqué par une bande d'hommes armés jamais identifiés, faisant au moins soixante-dix morts parmi les proches de Aung San Suu Kyi. Elle en réchappe, mais cet épisode restera un traumatisme. À partir de ce moment, Aung San Suu Kyi est consacrée dans son statut d'héroïne-martyre. Cependant, l'antagonisme des militaires continue à se manifester par l'invisibilisation de celle qu'ils ont confinée dans sa maison de l'avenue de l'Université, dont l'accès est désormais interdit par des barricades constamment gardées par des soldats en arme. Les chauffeurs de taxi conduisant les visiteurs étrangers de l'aéroport de Rangoun se font néanmoins un devoir, pour la plupart, de pointer cette part occultée de la ville, et malgré tout immanquable, en passant délibérément par le carrefour qui la dessert.



Fig. 6. Le convoi de Aung San Suu Kyi accueilli par une foule de partisans, à Mogok, peu avant l'attentat manqué à Depayin, le 30 mai 2003

Tirée de : « Photos of the Depayin Massacre [Photos du massacre de Depayin] » [image en ligne], par *Burma Library*.

📄 Vers la source : <https://www.burmalibrary.org/sites/burmalibrary.org/files/obl/docs/yearbooks/Photos%20of%20Depayin%20Massacre.htm>, fig. [1].

Crédit : *The Second Preliminary Report of the Ad Hoc Commission on Depayin Massacre*.

DANS L'OPINION INTERNATIONALE, LA FABRIQUE DE L'ICÔNE DE LA PAIX

Pendant la période de transition politique (2011-2021), le peuple birman se réfère avec affection à Aung San Suu Kyi comme « Mère Suu » (*Amay Suu*), tandis qu'après l'avoir caricaturée en « Dame de l'Ouest » (*Anauk Medaw*), les militaires la désignent désormais volontiers d'un désinvolte « La Vieille » (*Apwa Yi*). Dans l'opinion et les médias occidentaux, elle est cependant, depuis son apparition sur la scène publique, la Dame de Rangoun. Très vite, en effet, la principale opposante de Birmanie est devenue une figure emblématique de la démocratie en Occident : porteuse de valeurs humanistes pour son pays, représentant le *bien* dans un combat manichéen dominé depuis trop longtemps par les généraux birmans, cette personnalité charismatique qui plus est féminine, y a tout de suite été adulée. Prix Nobel de la paix en 1991, sur nomination de Vaclav Havel, objet de plusieurs films, ouvrages et interviews journalistiques, elle a reçu de nombreux titres honorifiques au titre de son combat pour les droits de l'homme.

Les périodes de son assignation à résidence par la junte birmane (1989-1995, 2000-2002, 2003-2010), près de vingt ans avec de brefs interludes, participent de sa construction en tant qu'icône à l'étranger : son image est associée aux symboles de paix et de démocratie partout dans le monde. Tout dans sa personnalité et son histoire concourt à en faire une héroïne très largement encensée dans les médias : sa filiation et le sacrifice romantique de sa famille, son élégance, son aisance dans les milieux académiques britanniques et la sophistication de son anglais qui en ferait la meilleure interprète de la Birmanie, les valeurs humanistes qu'elle porterait dans ses écrits et discours, et qu'elle exprimerait dans des concepts bouddhiques, allant jusqu'à « naturaliser » la démocratie dans la culture birmane, ainsi que nous l'avons vu²³. Tout résonne dans l'opinion occidentale pour en faire l'égale des plus grandes figures héroïques du monde moderne, Nelson Mandela auquel elle est alors souvent comparée et le Mahatma Gandhi dont elle s'inspire en définissant une action non-violente qui doit aussi beaucoup à l'idéologie bouddhique. Les campagnes de soutien pour sa libération ont souvent une résonance globale, bien au-delà des frontières de la Birmanie, comme ici à Paris en 2009 où des personnalités françaises du monde de la culture, du spectacle et du cinéma, menées par Jane Birkin, se rassemblent dans le silence pour soutenir l'opposante

historique au régime militaire, peu avant les élections de 2010 contrôlées par la junte et auxquelles elle refusera de participer.



Fig. 7. Des personnalités françaises rendent un hommage silencieux à l'opposante Aung San Suu Kyi, encore assignée à résidence, le 9 octobre 2009 à Paris

Tirée de : « Aung San Suu Kyi allowed to meet Western diplomats [Aung San Suu Kyi autorisée à rencontrer des diplomates occidentaux] », par AFP, 9 octobre 2019, *The Telegraph*.

📄 Vers la source : <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/bur-myanmar/6278443/Aung-San-Suu-Kyi-allowed-to-meet-Western-diplomats.html>, fig. [1].

Crédit : AFP/GETTY.

« LÉGALISATION » DE SON IMAGE À L'INTÉRIEUR

En contraste avec la faveur que connaît son image en Occident, les représentations de Aung San Suu Kyi sont interdites en un des journaux birmans, jusqu'en 2011. Cette année-là marque le début d'une période d'ouverture politique dirigée par le président Thein Sein (2011-2016) qui remporte les élections de 2010 avec l'USDP (Parti de la solidarité et du développement de l'Union), l'organe politique des militaires, alors que ces mêmes élections sont boycottées par le parti de Aung San Suu Kyi, la NLD, sa cheffe de file étant toujours assignée à résidence. La transition est en effet initiée par les autorités militaires elles-mêmes, dans les termes de la Constitution adoptée en 2008 par référendum, qui leur réserve 25 % des sièges dans l'ensemble des assemblées parlementaires (dans les deux chambres au niveau national et dans les 14 chambres régionales) et trois portefeuilles ministériels clés, l'Intérieur, la Défense et les Frontières. Un dispositif de veto assure de plus aux militaires que la Constitution ne pourra être modifiée sans leur accord.

Il est particulièrement édifiant d'observer *a posteriori* l'évolution de la représentation de Aung San Suu Kyi dans les médias à quelques mois d'intervalle. En novembre 2010, tandis que son image est encore censurée, la presse birmane redouble d'audace pour annoncer quand même la nouvelle historique de sa libération, dans le sillage des élections auxquelles elle n'a pas participé. Comme nombre d'analyses l'ont montré, on peut ainsi lire le message crypté : « *Suu Free: Unite & Advance to Grab the Hope* » (« Suu est libre. Unissez-vous et saisissez-vous de l'espoir »), dissimulé dans la une du magazine sportif *First Eleven*, trois jours après sa libération, une « fuite » qui vaudra à plusieurs titres de la presse une suspension temporaire de leurs publications²⁴.



Fig. 8. Couverture du magazine sportif *First Eleven*, 16 novembre 2010, où l'on distingue dans un rouge plus clair le message « Su Free: Unite & Advance to Grab the Hope »

Tirée de : « Aung Suu Kyi: le message codé d'un quotidien birman », 22 novembre 2010, *The Slate*. 📄 Vers la source : <https://www.slate.fr/lien/30487/aung-san-suu-kyi-message-code-journal-birmanie>.

Crédit : *The Slate*.

Mais dès la libéralisation de la presse, en 2011, les unes à l'effigie de Aung San Suu Kyi se multiplient et elle sort définitivement de l'ombre. Elle entre dans l'arène politique en 2012 lors de législatives partielles au cours desquelles la NLD remporte la quarantaine de sièges en jeu. La Dame de Rangoun entre ainsi au Parlement national, devenant députée de sa circonscription, Kawhmu, à la chambre basse. En 2012, l'image de la Dame montant pour la première fois, avec grâce et un enthousiasme renouvelé, les marches du parlement, à Naypyidaw, est tout sauf anodine. Pour les démocrates, l'entrée de l'opposante historique dans la vie parlementaire, après tant d'années de résidence surveillée, représente l'espoir qu'elle soit un jour acceptée par les militaires comme dirigeante légitime de leur pays, en cas de nouvelle victoire électorale. Son premier mandat parlementaire participe du tourbillon de réformes dans lequel est prise la Birmanie d'alors : le gouvernement USDP dirigé par Thein Sein est favorable à une certaine ouverture politique, tant qu'elle reste sous le contrôle du parti des militaires, en échange de la levée des sanctions internationales et du retour des bailleurs de fonds occidentaux dans le pays. Libération de la presse et de la parole, retour de la diaspora en exil, amnistie de prisonniers politiques, négociations de cessez-le-feu avec les armées ethniques, etc. la Birmanie semble être en passe de se normaliser et de s'ouvrir davantage au monde extérieur et au marché international. Cette époque est particulièrement stimulante, l'Occident soutenant de manière unanime la Birmanie dans sa « transition », oubliant parfois que celle-ci est toujours sous le contrôle des militaires, dans le cadre de la feuille de route vers « la démocratie disciplinée et florissante » qu'ils ont pensée dès le début des années 1990.



Fig. 9. La députée Aung San Suu Kyi fait son entrée au parlement, à Naypyidaw, le 2 mai 2012

Tirée de : « Suu Kyi is sworn in to Myanmar's parliament [Suu Kyi est investie au Parlement] », par Aye Aye Win & Associated Press, 1 mai 2012, *The San Diego Union Tribune*.

🔗 Vers la source : <https://www.sandiegouniontribune.com/sdut-suu-kyi-is-sworn-in-to-myanmars-parliament-2012may01-story.html>, fig. [1]

Crédit : Khin Maung Win/AP (Associated Press).

Quoi qu'il en soit, la période de transition permet une ouverture inédite du champ politique aux civils. Après un demi-siècle de domination militaire sur le pays, et malgré la mainmise sur un quart des sièges des instances législatives par des députés militaires non élus, la possibilité de la représentativité et de l'alternance politiques se concrétise en 2012. L'entrée au Parlement de Aung San Suu Kyi permet donc aux Birmans d'imaginer une victoire démocrate aux élections de novembre 2015 et marque une nouvelle étape dans la construction de l'image de l'ancien prix Nobel de la paix, désormais promise à la carrière d'un chef d'État. Courant 2012, elle va être reçue comme une homologue par de nombreux dignitaires étrangers, en Europe puis aux États-Unis. C'est aussi l'occasion pour elle de se rendre à Oslo, en Norvège, pour recevoir en mains propres le prix Nobel

qu'elle n'avait pas pu venir honorer depuis sa nomination en 1991. À Washington, elle fait la rencontre de Barack Obama, alors président des États-Unis. Il sera le premier président américain à faire le voyage à la fin de l'année 2012, une visite qui provoquera une grande effervescence en Birmanie. Bien qu'Obama se rende également chez le président Thein Sein (2011-2016), il est manifeste qu'il fonde tous ses espoirs sur Aung San Suu Kyi. Elle représente dorénavant le futur démocratique de la Birmanie, tel qu'en rêvent les chancelleries occidentales. Rétrospectivement, l'image de Aung San Suu Kyi, quelque peu infantilisée dans les bras de Barack Obama, montre le chemin parcouru par la Dame qui n'a cessé, depuis le début de la transition politique, de s'émanciper de sa posture d'ancienne opposante, victime de la junte, pour endosser le costume d'une véritable cheffe d'État. Preuve en est aussi sa première visite officielle en Chine en tant que candidate à la gouvernance de son pays, peu avant les élections de 2015. Jadis icône de la démocratie, qu'elle a contribué à conceptualiser en termes bouddhiques, Aung San Suu Kyi s'est peu à peu transformée en une dirigeante à la stature internationale. Certains la jugent désormais rigide dans ses calculs politiques, mais elle est estimée par la plupart des opposants comme la seule capable de diriger le pays face aux militaires.



Fig. 10. Couverture du magazine *The Irrawaddy*, 10 décembre 2012

Tirée de : « The Irrawaddy Magazine Hits Rangoon This Week [Le magazine Irrawaddy arrive à Rangoun cette semaine] », 10 décembre 2012, *The Irrawaddy*.

📄 Vers la source : <https://www.irrawaddy.com/news/burma/the-irrawaddy-magazine-hits-rangoon-this-week.html>, fig. [1].

Crédit : *The Irrawaddy*. Photo reproduite avec son aimable autorisation.

LA NÉCESSAIRE DÉ-BOUDDHISATION DE LA FEMME POLITIQUE

Cette transformation de sa stature implique notamment une paradoxale *dé-bouddhisation* de la figure de Aung San Suu Kyi. Nous avons vu que son aura s'était consolidée en Birmanie comme à l'étranger, autour de la dimension bouddhique de sa résistance non-violente et de sa traduction de l'idéologie démocratique, à la suite de celle de son père. Pendant toute la période de conquête du pouvoir par la NLD (2012-2016), elle est cependant contrainte à réduire la visibilité de sa pratique religieuse. En effet, la Constitution de 2008 interdit, dans sa loi électorale, l'instrumentalisation du religieux par le politique. La transition politique, en mettant en place un ordre au moins formellement démocratique, tend vers l'institution d'une séparation séculariste entre le politique et le religieux (Brac de la Perrière 2022).

Cependant, les militaires réagissent à cette période d'activisme politique intense et d'espérance démocratique croissante, en s'appuyant sur le nationalisme bouddhique extrême d'un groupe de moines virulents qui, depuis quelque temps déjà, diffuse un message promouvant le bouddhisme comme religion nationale. À la suite de graves violences antimusulmanes d'abord en Arakan, en juin 2012, puis, à différents endroits de la Birmanie centrale, au printemps 2013, ces moines fondent un mouvement, le Mabatha²⁵, ayant pour objectif la défense du bouddhisme et qui va rapidement occuper le devant de la scène publique. Le Mabatha propose notamment de défendre le bouddhisme par un ensemble de quatre lois visant à contrôler les mariages interconfessionnels, la conversion, la polygamie et la natalité, dans le but d'empêcher l'expansion de l'islam dans le pays. Ces lois soutenues par l'USDP seront adoptées par le Parlement dans l'urgence, avant les élections générales de 2015, et célébrées par des rallyes de masse, en pleine campagne électorale, au cours desquels certains des moines les plus virulents appelleront à ne pas voter pour le parti de l'étranger, celui de Aung San Suu Kyi. Interpellée, la commission électorale déclarera son incompétence : ceux qui interféraient dans la campagne étaient eux-mêmes des religieux contre lesquels elle n'avait pas vocation à agir. Le dommage fait par cette campagne anti-islamique dans l'opinion publique birmane ne peut être minimisé, mais il n'a finalement pas joué sur les résultats électoraux, malgré l'inquiétude des observateurs, comme si les Birmans avaient mis leurs convictions religieuses entre parenthèses pour voter.



Fig. 11. Aung San Suu Kyi acclamée par ses partisans lors de la campagne pour les élections de novembre 2015

Tirée de : « Aung San Suu Kyi ou le destin tumultueux de la Birmanie », 1^{er} février 2021, *Le Télégramme*.

🔗 Vers la source : <https://www.letelegramme.fr/monde/aung-san-suu-kyi-ou-le-destin-tumultueux-de-la-birmanie-01-02-2021-12697818.php>, fig. [1].

Crédit : AFP.

En effet, en novembre 2015, Aung San Suu Kyi parachève son ascension politique et inflige une défaite historique au parti des militaires, l'USDP, en sortant ultra-majoritaire du scrutin national, un scrutin jugé comme exemplaire par la presse et les organismes internationaux. À l'époque, l'atmosphère est fébrile, à la fois pleine d'exultation et d'angoisse, portant sur la possibilité que l'armée confisque à nouveau le résultat des élections, comme en 1990. Et voici qu'en mars 2016, celle qui ne peut accéder au poste de présidente, à cause de l'article de la Constitution de 2008 qui l'en empêche, devient « conseillère spéciale d'État », un poste forgé de toutes pièces pour la placer au-dessus de la présidence. Dirigeant désormais la partie civile du gouvernement grâce à ce dispositif, Aung San Suu Kyi s'est émancipée de sa figure de martyre non-violente. Elle choisit de diriger le pays de façon légaliste, en s'appuyant sur le principe de l'état de droit, ne pouvant cependant modifier le texte constitutionnel qui assure la pérennité de l'emprise militaire dans les appareils exécutif, législatif et judiciaire.

Bien que son aura soit encore intacte à l'intérieur du pays, des voix dissidentes s'élèvent déjà au sein de la société civile, notamment celles des activistes et des journalistes, qui pointent la raideur de leur dirigeante à laquelle ils reprochent d'être, finalement, devenue une politicienne comme les autres. En mars 2016, on la voit ainsi représentée sur la première page du magazine *Frontier*, hebdomadaire élitiste anglophone créé par un magnat de la presse birmane. Le titre « *Meet your new president* » (« Rencontrez votre nouveau président ») accompagné de la note en astérisque « *not pictured* » (« Non représenté ») souligne avec sarcasme l'inconfort de la position de Aung San Suu Kyi, alors qu'aucun doute ne subsiste sur le fait que ce soit elle qui assume la part civile de la gouvernance. Le choix de la photographie, aussi, la représentant dans une position de bascule, sortant d'une voiture officielle et vêtue d'un costume vert sur un fond aux tonalités similaires, une couleur d'habitude associée aux militaires, ne manque pas d'interroger. En l'absence de glose du magazine, on peut se demander s'il ne s'agit pas pour ce dernier de souligner quelque chose de beaucoup plus subtil, l'éventualité que Aung San Suu Kyi cherche à donner des gages aux militaires ? Si le sarcasme est palpable, sur quoi porte-t-il : l'appétit de pouvoir de la Dame ou l'inconfort que sa position doit à la Constitution des militaires ? En effet, l'heure est alors à la recherche d'une possibilité de réforme de cette Constitution, mais elle s'avèrera rapidement vaine ce qui sera encore confirmé en mars 2020, lorsque la dernière tentative de l'amender en confiant la désignation des premiers ministres des États périphériques aux parlements de ces derniers échoue, du fait du vote militaire.



Fig. 12. Couverture du magazine *Frontier*, 17 mars 2016

Tirée de : « The front cover of Issue 38 of the Yangon weekly newsmagazine *Frontier Myanmar* [Couverture du numéro 38 de l'hebdomadaire *Frontier Myanmar* publié à Rangoun] », par Black Knight Media Co. Ltd., 17 mars 2016, *Wikipedia*.

👉 Vers la source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Frontier_Myanmar#/media/Fichier:Frontier_Myanmar_Issue_38_cover.jpg

Crédit : *Frontier Myanmar*, image libre de droits.

L'alternance politique ouvre en effet une nouvelle période au cours de laquelle les deux principales forces en présence, Aung San Suu Kyi, à la tête de la NLD, et les militaires dirigés par Min Aung Hlaing, le commandant-en-chef de l'armée, et associés à l'USDP, vont devoir faire la preuve qu'ils peuvent partager le pouvoir. Aung San Suu Kyi fera alors argument de son héritage paternel militaire pour prôner la nécessité de la réconciliation avec l'armée, constitutive de la nation. La restauration nécessaire des relations est signifiée par la mise en scène d'une première rencontre de la Dame avec le commandant-en-chef, Min Aung Hlaing, dont la photographie sera publiée dans tous les médias, ainsi que celle de la première poignée de mains après son élection, en 2016.



Fig. 13. La conseillère d'État Aung San Suu Kyi et le chef d'État-major Min Aung Hlaing se serrant la main en 2016 à Naypyidaw

Tirée de: « Post-Election Palm Reading as Myanmar's Vote Nears [Voyance post-électorale à l'approche du scrutin de Birmanie] », par Aung Zaw, 30 octobre 2020, *The Irrawaddy*.

📄 Vers la source : <https://www.irrawaddy.com/opinion/commentary/post-election-palm-reading-myanmars-vote-nears.html>, fig. [3].

Crédit : Htet Naing Zaw/*The Irrawaddy*. Photo reproduite avec leur aimable autorisation.

Cependant, une tension larvée opère en sous-main pendant tout le mandat de la NLD. À la tête de l'armée qui constitue un État dans l'État, Min Aung Hlaing commence sa tournée des chancelleries, notamment celles auprès desquelles il se fournit en armes et en savoir-faire sécuritaire. Au Parlement, la cohabitation entre les représentants du peuple et ceux des militaires ne va pas sans friction. Aung San Suu Kyi fait de la signature d'un accord de paix durable avec les groupes minoritaires et leurs armées la priorité de son gouvernement pour laquelle elle entame un nouveau processus de Panlaung²⁶. Mais, elle se heurte à l'opposition des militaires à un fédéralisme réel et à la reprise des conflits, sur différents fronts. Les négociations sont interrompues en 2018 jusqu'à ce que le processus soit relancé *in extremis*, en août 2020, à la veille des élections générales, permettant sans doute à la NLD de conserver le vote ethnique (Candier 2020).

Lors de son mandat, la fonction politique de Aung San Suu Kyi l'empêche de jouer de la fibre bouddhique. D'une part, la constitution réprime l'utilisation politique du religieux. D'autre part, le développement d'un nationalisme extrême par les moines bouddhistes du Mabatha oblige le gouvernement démocrate à prendre des mesures contre ce mouvement. Soutenus par les militaires, les moines du

Mabatha, Wirathu à leur tête, se font de plus en plus agressifs, voire injurieux, à l'égard de la Dame. Au début de son mandat, en 2015, cette dernière tente de prendre en charge la crise des Rohingyas, laquelle n'a cessé d'enfler depuis les violences de juin 2012 dans le nord de l'Arakan. Alors même que le Mabatha impose un tabou sur le nom des Rohingyas, suivant une dénégaration alors commune dans l'opinion birmane, Aung San Suu Kyi propose de les identifier comme musulmans de l'Arakan et demande la formation d'une commission pour améliorer leur situation qui sera portée par Kofi Annan (Mersan 2017). La stigmatisation de Aung San Suu Kyi par les bouddhistes nationalistes bamar ou arakanais, redouble alors ainsi qu'en témoignent certaines caricatures arakanaises de l'époque, très violentes, qui la dépeignent comme la « catin des musulmans²⁷ ». Ce type d'insulte est repris par les moines activistes du Mabatha et c'est pour ce motif que son leader, Wirathu, est placé sous mandat d'arrêt en mai 2019. Mais le Mabatha avait été démantelé dès 2017 pour tenter de contenir la violence des moines extrémistes de ce mouvement.

Aung San Suu Kyi qui était dotée d'une aura mystique, a fini par descendre dans l'arène politique.

LA CHUTE D'UNE ICÔNE GLOBALISÉE, UN SOUTIEN INCONTESTÉ EN BIRMANIE

En décembre 2019, Aung San Suu Kyi se rend à la Cour de Justice de La Haye pour défendre son pays des accusations de génocide sur la minorité musulmane rohingya, portées par la Gambie au nom des 57 États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Que la dirigeante endosse cette responsabilité à la place de l'armée alors même qu'elle ne contrôlait pas les agissements de cette dernière dans le nord de l'Arakan – sous état d'urgence au moment des faits – suscite l'incompréhension en Occident. Dès 2017, la communauté internationale s'était alarmée que Aung San Suu Kyi n'ait pas reconnu la responsabilité de l'armée dans la crise des Rohingyas, et n'ait pas condamné cette dernière, bien qu'elle ne disposât pas des pouvoirs nécessaires pour s'interposer. De nombreux titres honorifiques lui sont alors retirés. À l'université d'Oxford où elle fut jadis étudiante, son portrait est décroché. Dans ce contexte, sa décision de défendre la Birmanie de l'accusation de génocide à La Haye rajoute encore au désenchantement. Les opinions occidentales se seraient plutôt attendues à ce qu'elle refuse d'y comparaître. Elles achèvent alors de faire leur deuil de la figure de Aung San Suu Kyi, icône de la démocratie, un piédestal sur lequel elles l'avaient elles-mêmes placée trente ans plus tôt.

Mais il n'y a pas que l'Occident qui réagit à la crise des Rohingyas et participe au déboulonnage de la figure de Aung San Suu Kyi. Depuis 2017, le monde musulman – Turquie en tête – proteste aussi contre la persécution de la minorité musulmane dans l'État d'Arakan, intégrant le conflit birman au mouvement politique global de défense de l'islam et des minorités musulmanes à travers le monde. Des manifestations ont lieu au cours desquelles le portrait de Aung San Suu Kyi est détourné,

incendié ou déchiré dans l'espace public ; comme ici au Pakistan où la Dame est représentée en vampire assoiffée du sang des « musulmans de Birmanie ».



Fig. 14. Le chef des formes armées, Min Aung Hlaing, s'essuie les mains dans l'écharpe blanche de la conseillère d'État Aung San Suu Kyi, une caricature qui fait référence à la crise des Rohingyas en Birmanie, 2018

Tirée de : « Morten Morland on Aung San Suu Kyi being blasted over Rohingya “genocide”: UN report calls for war crimes charges for Myanmar’s military chiefs and blames Nobel Prize winner for failing to stop them [Morten Morland sur les attaques faites à Aung San Suu Kyi sur le “génocide” des Rohingyas : un rapport de l'ONU demande que les chefs militaires birmanes soient inculpés de crimes de guerre et accuse la lauréate du prix Nobel de ne pas les avoir arrêtés] », par Morten Morland, 28 août 2018, *Twitter*.

👉 Vers la source : <https://twitter.com/Cartoon4sale/status/1034170828072595456>
Crédit : Cartoon4sale.



Fig. 15. Une manifestation contre la conseillère d'État Aung San Suu Kyi au Pakistan en 2017

Tirée de : « Revoking Aung San Suu Kyi’s freedom of city “matter for city council” [La révocation du droit de cité de Aung San Suu Kyi est “du ressort du conseil municipal”] », par Marie O’Halloran, 21 septembre 2017, *The Irish Times*.

👉 Vers la source : <https://www.irishtimes.com/news/politics/oireachtas/revoking-aung-san-suu-kyi-s-freedom-of-city-matter-for-city-council-1.3229681>
Crédit : Bilawal Arbab/EPA.

En Birmanie, cependant, son choix de se rendre à La Haye est perçu d'une tout autre manière.

Pour les Birmans, celle qui est leur leader incontesté, « Mère Suu » (*Amy Suu*) comme ils l'appellent, prouve une fois de plus son sens aigu du sacrifice en allant défendre son pays devant un parterre d'accusateurs étrangers. Car pour une majorité de la population birmane, d'abord peu au fait de la situation des Rohingyas²⁸, la seule responsable de la crise est l'armée, les accusations portées à l'égard de Aung San Suu Kyi étant perçues comme des tentatives de déstabilisation de son gouvernement civil.

Ce qui se joue vraiment dans sa décision de se rendre à La Haye n'est pas immédiatement lisible. La campagne de communication interne d'envergure qui précède le voyage en donne cependant quelques clés. Une affiche saisissante est placardée en de nombreux exemplaires, dans l'espace public, dans des endroits stratégiques de Rangoun et, notamment, sur la route qui dessert l'aéroport. Une photo de Aung San Suu Kyi prise à Naypyidaw en 2016, devant les trois militaires en charge des ministères de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires frontalières, tout sourire, semble illustrer une apparente connivence entre eux. Détournée de son contexte de vie parlementaire, l'image est placée sur fond de Cour de Justice de La Haye renvoyant ainsi aux accusations de génocide que la Dame s'est donné

pour mission de réfuter. Elle porte en sous-titre le slogan en anglais, « *We stand with you* » (« Nous sommes à vos côtés ») – que l’on retrouvera clamé dans les meetings populaires massivement organisés pendant la même période – mettant en scène l’idée d’une réconciliation entre la nation et son armée.



Fig. 16. La conseillère d’État Aung San Suu Kyi se tenant devant trois députés militaires à la résidence présidentielle de Naypyidaw, le 30 mars 2016

Tirée de : « *TIMELINE: 29 Years of the National League for Democracy [Chronologie : 29 ans de National League for Democracy]* », 28 septembre 2017, *The Irrawaddy*.

📄 Vers la source : <https://www.irrawaddy.com/specials/timeline-29-years-national-league-democracy.html>, fig. [13].

Crédit : Hein Htet/*The Irrawaddy*. Photo reproduite avec leur aimable autorisation.



Fig. 17. Affiche de propagande pour la défense de la Birmanie à La Haye, Birmanie, 2019

Tirée de : « *Les supporters de Aung San Suu Kyi participent à une tournée VIP pour le procès du génocide des Rohingya [Aung San Suu Kyi fans join VIP tours for Rohingya genocide trial]* », par AFP, 29 septembre 2019, *Frontier*.

📄 Vers la source : <https://www.frontiermyanmar.net/en/aung-san-suu-kyi-fans-join-vip-tours-for-rohingya-genocide-trial/>, fig. [1].

Crédit : AFP.

Mais de quoi cette image est-elle finalement le nom ? Prise dans son contexte, la campagne d’affichage organisée au niveau gouvernemental, à grands frais, donne à voir une entente restaurée entre Aung San Suu Kyi et les militaires au terme d’un mandat pendant lequel leurs relations se sont avérées difficiles. Alors que se profilent les élections générales de novembre 2020, dans le cadre inchangé de la

constitution de 2008, armée et NLD doivent plus que jamais faire la preuve qu'elles peuvent malgré tout cohabiter. L'affiche fait penser qu'un accord a été trouvé. Elle pourrait représenter pour la dirigeante une opération de reconquête de son électorat. Mais à posteriori, l'image « photoshopée » suggère surtout l'intention délibérée des militaires de reconstruire l'unité nationale sous leur contrôle.

La campagne d'affichage se double de l'organisation de meetings de soutien à la dirigeante partout dans le pays. De vastes rassemblements sont organisés, des foules flamboyantes se massent, brandissant son portrait et agitant des pancartes inscrites des mots anglais « *We stand with you* », comme si le message s'adressait à l'Occident, donnant tout son relief au malentendu autour de la figure de Aung San Suu Kyi, à l'étranger et dans le pays. En témoigne un moment ethnographique vécu à Mandalay, la deuxième ville de Birmanie, le jour précédant son audition à la Cour de Justice de La Haye. À Mandalay, les fonctionnaires de la ville ont été libérés de leur travail pour assister au rassemblement et chaque cortège s'est rendu dans la liesse, par groupes socioprofessionnels, à l'ancien aéroport de la ville pour une cérémonie aux couleurs de la NLD, le rouge.



Fig. 18. Des milliers de supporters de Aung San Suu Kyi rassemblés à Mandalay, le 10 décembre 2019, pendant sa plaidoirie à la Cour de Justice de La Haye

Tirée de : « Leaders of Myanmar's Religious Groups Express Support for State Counselor's Legal Battle in The Hague [Les leaders des groupes religieux de Birmanie expriment leur soutien à la Conseillère pour l'État pour sa bataille juridique à La Haye] », par San Yamin Aung, 10 décembre 2019, *The Irrawaddy*.
 ☞ Vers la source : <https://www.irrawaddy.com/news/burma/leaders-of-myanmars-religious-groups-express-support-for-state-counselors-legal-battle-in-the-hague.html>, fig. [2].

Crédit : Zaw Zaw/*The Irrawaddy*.

La manière dont les manifestants ont réagi à la présence à cet événement d'une observatrice étrangère montre à quel point le changement de posture des Occidentaux par rapport à la figure autrefois si estimée de leur dirigeante était douloureux pour les Birmans. Ces derniers ont finalement adopté une position de défiance par rapport à la communauté internationale qui n'a cessé de la critiquer, et eux avec, après l'avoir tant soutenue au début des années 2010. Mais l'Occident représente malgré tout, aux yeux de la majorité démocrate, les valeurs d'ouverture au monde, d'état de droit et de progrès, défendues par Aung San Suu Kyi et pour lesquelles ils se sont tant battus et se battent encore. La présence d'une étrangère au meeting de soutien est très vite remarquée : la presse locale la prend en photo, de nombreux manifestants l'interpellent et la filment en vidéo *live*, en direct sur Facebook. Elle devient à cet instant « l'Occidentale qui soutient Aung San Suu Kyi » sur les réseaux sociaux. Cette façon d'instrumentaliser sa présence montre à la fois combien les Birmans s'identifient à la figure quasi mythique de Aung San Suu Kyi et ont été affectés, dans leur identité et leur fierté nationale, par son ostracisation en Occident.

En 2017, la crise des Rohingyas a finalement catalysé la circulation d'images représentatives des avatars qu'a connue la figure de Aung Sans Suu Kyi, au cours de sa carrière publique. Elle est aussi révélatrice de la « tragédie birmane » celle d'un malentendu toujours renouvelé entre l'image que les Birmans se font d'eux-mêmes et la manière dont ils sont perçus collectivement à l'étranger. L'impact globalisé du drame des Rohingyas qui force les Birmans à prendre conscience de la situation de cette population dans leur pays et à se positionner, pour rejeter le plus souvent l'appartenance de cette dernière à la nation, provoque en Occident un retournement d'image incompréhensible pour eux. Leur volonté d'appartenance à un monde démocratique, régi par l'état de droit n'a pas faibli. Leur dirigeante qui en était l'incarnation est cependant désormais placée au ban des nations, prise dans le piège de la constitution des militaires qui l'associe à leur gouvernance quoiqu'elle en ait. La décision de Aung San Suu Kyi de défendre la Birmanie à La Haye est quant à elle contestable pour la communauté internationale, elle ne s'explique que dans le contexte intérieur de partage des pouvoirs avec les militaires, institué par la Constitution de 2008. Ce n'est pas pour l'opinion internationale que Aung San Suu Kyi se rend à La Haye en décembre 2019, c'est pour préserver la réforme démocratique pour laquelle elle s'est engagée en Birmanie et qui dépend d'un équilibre politique fragile, lequel lui impose de composer avec les militaires.

Le malentendu est effectivement total : l'aventure de La Haye entraîne le désaveu de Aung San Suu Kyi dans l'opinion occidentale. En Birmanie, elle lui assure cependant une victoire massive aux élections générales du 8 novembre 2020 tout en laissant entrevoir aux militaires (notamment au commandant-en-chef de l'armée Min Aung Hlaing) la possibilité d'une réconciliation nationale. Mais l'échec aux élections de l'organe politique des militaires, l'USDP, est tel qu'il prend la dimension d'un camouflet. Plus encore, cette victoire semble ouvrir à la NLD la possibilité de renégocier le rapport de force constitutionnel. La situation globale, politique, mais aussi sanitaire (la pandémie de Covid), renforce une fois de plus l'isolement structurel de la Birmanie et semble laisser les mains libres à l'armée. La victoire de Aung San Suu Kyi est trop belle, elle inspire aux militaires des accusations de fraude électorale, que rien ne vient confirmer ; les tentatives de négociation échouent ; tout est prêt pour le coup d'État du 1^{er} février 2021 perpétré sans coup férir par Min Aung Hlaing.

La situation en Birmanie ressemble alors à s'y méprendre à celle de 1990, lorsque les militaires dépités par leur défaite confisquent les résultats électoraux. Ils ne renoncent pas pour autant à la réforme démocratique, formellement, puisqu'ils annoncent de nouvelles élections générales, sous leur contrôle. Les dirigeants de la NLD sont cependant arrêtés, sous des prétextes fallacieux, et les infrastructures du parti, pillées, démantelées... Aung San Suu Kyi, privée de ses soutiens occidentaux, est de nouveau mise au secret, dans une résidence inconnue, avant d'être empri-

sonnée à Naypyidaw, en juillet 2022. Mais la réaction populaire prend de court, une fois de plus l'État-major : l'appel à la désobéissance civile non violente au nom de Aung San Suu Kyi²⁹ est suivi massivement, les principales institutions du pays sont rapidement à l'arrêt, d'énormes manifestations revendiquent le respect du scrutin et la libération des prisonniers politiques. Elles sont répétées plusieurs fois par semaine, jusqu'à ce que les forces de l'ordre se mettent à tirer au hasard, « sur les têtes »³⁰, touchant cependant les plus jeunes de préférence, une politique de la terreur qui cherche à étouffer le mouvement dans l'œuf. La résistance armée s'installe alors dans de nombreuses régions de la plaine centrale comme des périphéries, en même temps qu'un gouvernement parallèle se met en place, formé par certains des députés élus en novembre 2020 et qui, en septembre 2021, déclare la guerre au gouvernement militaire, le SAC. La Birmanie est en état de guerre civile quand la pandémie de Covid connaît sa première flambée, à l'été 2021, dans un pays qui n'est pas en mesure d'y faire face³¹.

En Occident, l'opinion stupéfaite, s'interroge sur le statut à donner, après tout, à la figure de Aung San Suu Kyi. En Birmanie, si la libération de Aung San Suu Kyi et des autres prisonniers politiques a été une revendication majeure des premières manifestations, massives, contre le coup d'État, au fil de la répression de plus en plus violente, de la structuration d'une résistance effective et résiliente autour du gouvernement parallèle (NUG), son image a fini par disparaître de la scène publique. Pour les Birmans de l'opposition, l'heure n'est plus à un retour en arrière mais à la refondation d'une démocratie enfin libérée de l'emprise des militaires et reposant sur des principes inclusifs, autour d'une nouvelle génération politique. Quant aux militaires au pouvoir, ils ont tout fait pour rendre la Dame de nouveau invisible.

Au cours de cette histoire, la figure de Aung San Suu Kyi a connu des avatars remarquables qui l'ont fait passer tour à tour d'une exposition publique maximale à l'ombre de la censure et de la répression : son invisibilité actuelle tout comme la crise politique aigüe nous ramènent trente ans en arrière. Mais pendant toute cette période, sa personne et son action ont été perçues différemment selon les points de vue, composant une image morcelée. Entre cosmopolitisme et birmanité exemplaire, la personnalité de Aung San Suu Kyi était certes propre à focaliser les antagonismes polarisés du monde global. Les mêmes raisons ont fait qu'elle a été autant adulée par les tenants birmans de l'ouverture au monde et par l'Occident que vilipendée par ceux du nationalisme bouddhique et de l'islamisme politique. En 2017, au moment où elle est portraiturée au Pakistan comme une vampire assoiffée de sang musulman, les nationalistes bouddhistes arakanais la voient au contraire comme un suppôt de l'islam. À ces images irréconciliables renvoient celles construites en miroir pendant sa période d'opposition politique, d'icône de la démocratie birmane à l'aura quasi-mystique, ou d'agent à la solde de l'Occident. La fracture la plus marquante de l'image de Aung San Suu Kyi, celle qui oppose la politicienne complice de l'État-major militaire à la libératrice du peuple birman, a été précipitée par son entrée en fonction à la tête de l'État, la jetant dans le piège de la Constitution de 2008. Les multiples avatars de la figure de Aung San Suu Kyi

sont ainsi symptomatiques de la polarisation plus globale que connaît le monde d'aujourd'hui, entre montée des autoritarismes et vieilles démocraties, ainsi que de la position singulière qu'y occupe la Birmanie.

Notes

1. Le nom « Aung San Suu Kyi » affiche cet héritage par la combinaison du nom personnel de son père avec le sien propre, Suu Kyi. Le nom birman est un nom personnel composé pour chaque individu à la naissance ou peu après. De ce point de vue, le nom Aung San Suu Kyi formé par l'addition de deux noms personnels est bien un signe distinctif affichant l'ascendance paternelle de Suu Kyi.
2. La Birmanie est une union fédérale qui depuis sa formation, le 4 janvier 1948, est déchirée par les luttes intestines opposant l'armée nationale, la Tatmadaw, née de la lutte pour l'Indépendance, aux armées dites « ethniques » formées par les groupes périphériques de langues et de religions contrastant avec la majorité *bama* bouddhiste. L'ensemble composite de la population s'est cependant retrouvé à plusieurs reprises dans son opposition commune au gouvernement des juntes, s'identifiant alors au « peuple » de Birmanie, de la même manière qu'en France, à la fin du Moyen-Âge, comme Gérard Noiriel le montre, les émeutes sont « la manifestation publique d'une masse anonyme transformée en peuple mobilisé » (Noiriel 2018 : 111).
3. Dans cet article, nous choisissons d'utiliser les acronymes sous leur forme anglaise, sous laquelle ils sont mieux connus.
4. La Ligue nationale pour la démocratie est fondée le 24 septembre 1988 par deux vétérans de la politique, Aung Gyi et Tin Oo, auxquels Aung San Suu Kyi s'associe.
5. Le référendum de mai 2008 qui fait suite à la « Révolution Safran » tombe cependant au plus mauvais moment, alors que la Birmanie vient d'être frappée par Nargis, un cyclone dévastateur qui ravage le delta de l'Irrawaddy et fait probablement près de 200 000 morts. La tenue du référendum dans ces conditions et l'incapacité des autorités à faire face à la situation tout en entravant l'aide internationale seront l'objet de violentes critiques. Le résultat positif du référendum à 98 % sera cependant endossé par la junte, malgré les doutes portant sur sa légitimité.
6. À l'automne 2017, après l'attaque de postes de police dans l'Arakan du Nord, revendiquée par un groupuscule musulman se réclamant de l'identité rohingya, l'armée birmane déclenche une opération de représailles dont la violence provoquera la fuite vers le Bangladesh voisin de près de 800 000 Rohingyas, opération qualifiée de nettoyage ethnique par l'Organisation des nations unies (ONU).
7. Voir notamment Prager-Nyein (2013).
8. Voir notamment l'ouvrage de Matthew J. Walton issu de sa thèse de doctorat qui étudie l'éthique bouddhique de la démocratie en Birmanie contemporaine (Walton 2016 ; Schlisser Walton & Phyu Thi 2017).
9. Voir aussi l'article de Judith Beyer sur l'incompréhension internationale des choix politiques faits par Aung San Suu Kyi lors de la crise des Rohingyas (Beyer 2017).
10. Sur les dix-huit images que nous avons sélectionnées, cinq sont réalisées par des photographes étrangers.
11. Les deux autrices étaient sur le terrain aux différents moments clés de la production des images retenues et utilisent les commentaires qu'elles ont recueillis sur place. Bénédicte Brac de la Perrière a régulièrement fait des enquêtes en Birmanie entre

- 1990 et 2020. Chloé Baills était à Rangoun entre 2015 et 2017 puis début 2019. Elle était également à Mandalay d'octobre 2019 à mars 2020.
12. Le *longyi* est le vêtement national birman fait d'une longue pièce de tissu, cousue en tube et drapée sur la partie inférieure du corps à la manière d'un pagne. Bien que le pantalon soit de plus en plus porté par les jeunes citadins, hommes ou femmes, le *longyi* reste le vêtement le plus répandu dans les classes populaires et il est de rigueur dans tous les contextes officiels.
 13. Sur la mode du *batik* dans les années 1980, voir Noak (2011 : 200).
 14. Le projet politique formé par Aung San pour la Birmanie, bien qu'en général estimé séculier, emprunte aussi nombre de concepts bouddhiques, les plus à même d'exprimer des abstractions en birman (voir notamment Houtman 1999).
 15. « Se libérer de la peur » dans l'ouvrage du même nom, édité par son époux Michael Aris en 1991, à l'occasion de son prix Nobel de la paix (Aung San Suu Kyi 1991 : 117-122). Le titre évoque d'ailleurs une éthique bouddhique de contrôle des affects qu'elle met au cœur de sa pratique d'opposante politique.
 16. À propos des « dix vertus du souverain juste » exposées dans le *Digha Nikaya*, voir Candier (2007).
 17. L'abbé de Thitagu est devenu depuis une figure largement controversée, surtout depuis le coup d'État du 1^{er} février 2021, les opposants au gouvernement de la junte lui reprochant de ne pas avoir condamné de manière nette cette prise de pouvoir. Il est aujourd'hui largement associé aux militaires, notamment après avoir inauguré, en juillet 2022, une réplique de la célèbre pagode Shwezigon à Moscou en présence de Min Aung Hlaing et de sa famille, ainsi que d'une délégation russe.
 18. La Dame de l'Ouest (*Anauk Medaw*), encore appelée Amay Yay Yin, appartient en effet aux Trente-sept Seigneurs, les esprits qui font l'objet du culte de possession pratiqué par les bouddhistes birmans.
 19. Sur l'invisibilisation de Aung San et Aung San Suu Kyi sous le SLORC, voir Houtman (1999).
 20. Le vert est la couleur associée aux institutions de l'État qui sont historiquement liées aux militaires. L'uniforme militaire est vert kaki, tandis que la chemise des fonctionnaires d'État et des représentants de l'USDP (Parti de la solidarité et du développement de l'Union) décline cette couleur sous la tonalité du vert amande. Depuis l'époque coloniale, le vert émeraude est aussi la couleur de l'uniforme scolaire. Par contraste, le rouge est employé par l'opposition démocratique depuis les années 1990, et les représentants de la NLD portent une chemise ocre depuis qu'ils ont accédé au parlement, en 2012. Dans les pamphlets de la NLD que nous avons pu analyser en 2019, le rouge présent sur le drapeau du parti démocrate est décrit comme étant associé au courage de la lutte. Cette symbolique a été reprise par les résistants au coup d'État de façon très récente, après l'exécution par pendaison de quatre activistes démocrates, le 25 juillet 2022. Sur Facebook, les photos de profil des utilisateurs pro-résistance d'habitude remplacées par un fond noir pour signifier le deuil et l'obscurité de l'époque ont cette fois-ci revêtu la couleur rouge en signe de bravoure et d'audace face à la brutalité militaire. Cette utilisation des couleurs pour symboliser la polarisation politique est à comparer avec l'utilisation du jaune et du rouge par les protagonistes du conflit politique en Thaïlande.
 21. Ce cliché confirme à tout le moins l'analyse de Lisa Brooten (2005) sur la « féminisation » de la démocratie birmane.

22. De fait, la junte a abondamment usé de l'arrestation arbitraire et de la torture de ses opposants, faisant de Insein, la principale prison de Rangoun, un foyer de diffusion de la culture démocratique, et de ses locataires, des héros-martyrs se réfugiant, comme Aung San Suu Kyi, dans la pratique bouddhique de la méditation. L'idée d'un pays emprisonné qui se répand en Occident à l'époque repose aussi sur le travail forcé imposé à la population, systématiquement, pour mener à bien les travaux d'infrastructure, contribuant à la détestation des militaires. On a pu voir dans les médias occidentaux, au début des années 1990, des clichés de forçats enchaînés travaillant à la réhabilitation des fossés de la dernière ville royale, à Mandalay, par exemple, renforçant encore cette image d'un « pays de prisonniers ».
23. Voir particulièrement à ce sujet le chapitre « Se libérer de la peur » dans le volume de ses écrits réunis par son mari Michael Aris, en 1991, à l'occasion de son prix Nobel pour la paix (Aung San Suu Kyi 1991).
24. Reporter Sans Frontières, 2010. « Retour de bâton pour la presse après la libération d'Aung San Suu Kyi », RSF, URL : <https://rsf.org/fr/actualites/retour-de-baton-pour-la-presse-apres-la-liberation-daung-san-suu-kyi>.
25. Mabatha est l'acronyme birman de *Amyo batha thathana saung shauk yay apwe*, ce qui peut être traduit par Association pour la défense de la religion nationale. Voir Brac de la Perrière (2015).
26. Du nom des accords de Panlaung signés avec les groupes minoritaires par Aung San en 1947.
27. Dans cette caricature, Aung San Suu Kyi se tient assise sur un lit à côté d'un religieux musulman. Elle est représentée nue et de dos pointant du doigt vers l'ombre d'un militaire birman à qui elle ordonne de se taire. Nous remercions Alexandra de Mersan de nous avoir signalé cette caricature à laquelle nous avons choisi de ne pas renvoyer.
28. Pour beaucoup de Birmans, et pas seulement pour les plus extrêmes des nationalistes, les Rohingyas ne font pas partie des groupes relevant du statut de « minorité nationale » (*tainyintha*) donnant droit à la pleine citoyenneté selon la loi de 1982. L'opinion n'a commencé à changer sur cette question qu'après le coup d'État du 1^{er} février 2021.
29. Peu après le coup d'État, le 1^{er} février 2021, une déclaration de Aung San Suu Kyi écrite avant son arrestation est publiée sur la page Facebook de la présidence de la NLD. Elle appelle le peuple birman à fermement refuser le coup et à protester pacifiquement contre lui par la désobéissance civile. Voir en birman : Chair NLD, « Déclaration de Aung San Suu Kyi au peuple », Facebook, 1^{er} février 2021, URL : <https://www.facebook.com/chairnld/photos/a.127765065699760/209900784152854/> et en anglais : Reuters (2021) Myanmar's Suu Kyi urged people to oppose a coup: Published statement, Reuters, 1 February 2021, URL : <https://www.reuters.com/article/us-myanmar-politics-nld/myanmars-suu-kyi-urged-people-to-oppose-a-coup-published-statement-idUSKBN2A11IJ>.
30. Les premiers morts, de très jeunes adultes, ont été visés à la tête. Pour les Birmans, il s'agit d'actes intentionnels accomplis sur ordre, selon la prescription astrologique attribuée à un moine du pouvoir, pour que le « changement d'époque » réussisse.
31. Comme dans le reste de l'Asie, la pandémie de Covid a été gérée en Birmanie par des confinements drastiques, en 2020, du fait de l'insuffisance du système de santé. Elle n'avait pas connu de vraie vague meurtrière avant l'été 2021 lorsque le variant delta la frappe de plein fouet.

Références

- AUNG SAN SUU KYI, 1991, *Se libérer de la peur*, Paris: Éditions des femmes-Antoinette Fouque.
- BARTHES, Roland, 1961, « Le message photographique », *Communications*, 1 : 127-138.
- BEYER, Judith, 2017, « Saints in politics: Aung San Suu Kyi and the dilemmas of political desire », *Open Democracy*, 24 septembre, URL : <https://www.opendemocracy.net/en/transformation/saints-in-politics-aung-san-suu-kyi-and-dilemmas-of-political-desire/>.
- BRAC DE LA PERRIÈRE, Bénédicte, 2015, « Ma Ba Tha. Les trois syllabes du nationalisme religieux birman », in *Asie du Sud-Est 2015*, Bangkok: IRASEC, p. 31-44.
- BRAC DE LA PERRIÈRE, Bénédicte, 2022, « “Religion” as an Issue in Political-Transition. Two Secularities Confronting in Buddhist Burma (Myanmar) », in *The Secular State in Asia. Francophone Perspectives in a Global Age*, Pascal Bourdeaux, Eddy Dufourmont, André Laliberté & Rémy Madinier, éd., Berlin: Walter De Gruyter, p. 205-228.
- BROOTEN, Lisa, 2005, « The Feminization of Democracy under Siege: The Media, “The Lady of Burma”, and U.S. Foreign Policy », *NWSA Journal*, 17 (3) : 134-156.
- CANDIER, Aurore, 2007, « A Norm of Burmese Kingship. The Concept of Raza-dhamma through Five Konbaung Texts », *The Journal of Burma Studies*, 11 : 5-48.
- CANDIER, Aurore, 2020, « Birmanie. Des élections virales », in *L'Asie du Sud-Est 2020. Bilan, enjeux et Perspectives*, Bangkok-Paris: IRASEC-Les Indes savantes, p. 143-159.
- HOUTMAN, Gustaaf, 1999, *Mental Culture in Burmese Crisis Politics: Aung San Suu Kyi and the National League for Democracy*, Tokyo: Tokyo University of Foreign Studies, Institute for the Study of Languages and Culture of Asia and Africa, Monograph series, 33.
- MERSAN, Alexandra de, 2017, « Les Rohingyas, Aung San Suu Kyi et la pression internationale », *Blog terrain*, <https://blogterrain.hypotheses.org/9933>.
- NOAK, Georg, 2011, *Local Traditions, Global Modernities: Dress Identity and the Creation of Public Self-Images in Contemporary Urban Myanmar*, Berlin: Regiospectra Verlag.
- NOIRIEL, Gérard, 2018, *Une histoire populaire de la France*, Paris: Gallimard.
- PRAGER-NYEIN, Susanne, 2013, « Aung San Suu Kyi between Biographical Myth and Hard Realities », *Journal of Contemporary Asia*, 43 (3) : 546-554.
- SCHLISSER, Matt, WALTON, Matthew J. & PHYU THI, 2017, « Reconciling Contradictions: Buddhist-Muslim Violence, Narrative Making and Memory in Myanmar », *Journal of Contemporary Asia*, 47 (3) : 376-395, URL : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/00472336.2017.1290818>, DOI : <https://doi.org/10.1080/00472336.2017.1290818>.
- WALTON, Matthew J., 2016, *Buddhism, Politics and Political Thought in Myanmar*, Cambridge: Cambridge University Press.

Remerciements

Nous tenons à remercier le journal *The Irrawaddy* d'avoir autorisé la reproduction des images publiées sur leur site internet. Depuis le coup d'État du 1^{er} février 2021, le journalisme indépendant n'a plus sa place en Birmanie et opère de l'extérieur. Pour soutenir les journalistes de l'*Irrawaddy* : <https://www.irrawaddy.com/donation>.

Résumé : Dans cet article, nous étudions les images les plus saillantes de la carrière politique de Aung San Suu Kyi (1988-2021). Nous cherchons ainsi à rendre compte de la manière dont cette opposante est devenue le symbole de la lutte pour la démocratie en Birmanie, pour ses partisans comme ses opposants, avant d'être vilipendée dans le contexte de la crise des Rohingyas. Il s'agit d'une histoire de sa mise en représentation et de ses aléas qui met en évidence la polarisation des opinions dans le monde globalisé. Cette histoire des opinions portée par les images éclaire avec pertinence la crise birmane actuelle. Elle révèle avec clarté l'irréductibilité de la fracture entre la population birmane et la junte militaire qui fait écho aux guerres de notre temps.

Aung San Suu Kyi: The Avatars of a Burmese Icon of Democracy

Abstract: *This paper explores the most salient images throughout Aung San Suu Kyi's political career (1988-2021). It aims to capture how she became an icon of Burma's struggle for democracy for both her supporters and opponents, and was then vilified in the wake of the Rohingya crisis. Aung San Suu Kyi's portrayal and its ups and downs highlight the polarised nature of opinion in the global world. This visual history of opinions sheds new light on the current Burmese crisis. It reveals the irreconcilable rift between the Burmese people and the military junta, which echoes the wars of our time.*

Mots-clés : image, icône, démocratie, Birmanie, bouddhisme, junte militaire, coup d'État, Aung San Suu Kyi, polarisation.

Keywords: *image, icon, democracy, Burma, Buddhism, military junta, Coup, Aung San Suu Kyi, polarisation.*